

Histoire de la Pologne

La Pologne (Polska en polonais), ou la République de Pologne pour les usages officiels (Rzeczpospolita Polska), est un pays d'Europe centrale peuplé par presque 38 millions d'habitants. Il est bordé par la mer Baltique, l'enclave russe de Kaliningrad et la Lituanie au nord, la Biélorussie et l'Ukraine à l'est, la Slovaquie et la République tchèque au sud, et l'Allemagne à l'ouest. Le pays partage également des frontières maritimes avec le Danemark et la Suède.

Ancien État du bloc de l'Est durant la guerre froide, la Pologne est membre de l'ONU depuis le 24 octobre 1945, du Conseil de l'Europe depuis le 26 novembre 1991, de l'OTAN depuis 1999, de l'Union européenne depuis le 1er mai 2004, et fait partie de l'Espace Schengen depuis le 21 décembre 2007.

Xe siècle au XIVe siècle

Fondée au Xe siècle sur le territoire des Polanes, la Pologne devient au Moyen Âge une puissance incontournable en Europe centrale. Son premier souverain est Mieszko Ier, fondateur de la dynastie Piast qui règne sur la Pologne de 966 à 1370. La capitale est alors Gniezno, à l'est de Poznań.

Poste avancé de l'Occident catholique romain et cible du Drang nach Osten, la poussée germanique vers l'est, elle fait face aux mondes orthodoxe (en Russie, Biélorussie et Ukraine), païen (les Baltes sont tardivement christianisés), et musulman avec la poussée turco-mongole. Située au carrefour de plusieurs mondes, et dépourvue de frontières naturelles, la Pologne est extrêmement exposée aux invasions. L'invasion de la Horde d'Or mongole de 1248 à 1275 ruine le pays. Casimir III le Grand, dernier roi de la dynastie des Piast, unifie la Pologne.

En 1386, la reine de Pologne, Hedwige d'Anjou et le grand-duc de Lituanie, Ladislas II Jagellon signent l'accord de l'Union de Krewo qui marque le commencement de l'Union de Pologne-Lituanie, sous la dynastie lituanienne des Jagellon. Casimir IV réunit pour une petite période les couronnes de Bohême (1471-1526) et de Hongrie (1490-1526) à celle de Pologne.

Fin du XIVe siècle au XVIe siècle

La République des Deux Nations (Rzeczpospolita Obojga Narodów), extension de l'Union de Pologne-Lituanie en existence depuis 1386, est concrétisée par la signature, en 1569, du traité de l'Union de Lublin qui unit le Royaume de Pologne et le Grand-duché de Lituanie en un seul État. Le royaume couvre alors un territoire qui va de la mer Baltique à la mer Noire et jusqu'aux portes de Moscou. La capitale est alors Cracovie, en Petite Pologne.

La Rzeczpospolita est un système politique inédit depuis la Rome antique, où l'aristocratie exerce une sorte de démocratie parlementaire. Le roi est en effet élu par ses pairs. C'est le principe de la monarchie élective. Cette « république » donne le droit de vote à la seule szlachta, mais cette noblesse polonaise représente toutefois presque 10 % de la population et plus encore autour de Varsovie, devenue capitale en 1596. Les nobles obligent le roi à céder de ses prérogatives, notamment en ce qui concerne les impôts, l'armée et la justice. Ainsi, le monarque polonais, à l'époque où les monarchies européennes « s'absolutisent », est au contraire affaibli.

La tolérance religieuse est une autre caractéristique majeure de la Rzeczpospolita. Si la majeure partie des paysans est restée catholique (dans les années 1980, 9 polonais sur 10 sont baptisés), de nombreux nobles se sont convertis au protestantisme, luthéranisme, mais surtout calvinisme. La Pologne a donné abri, en particulier dans la ville de Leszno, aux Frères tchèques qui veulent échapper à la re-catholicisation de la

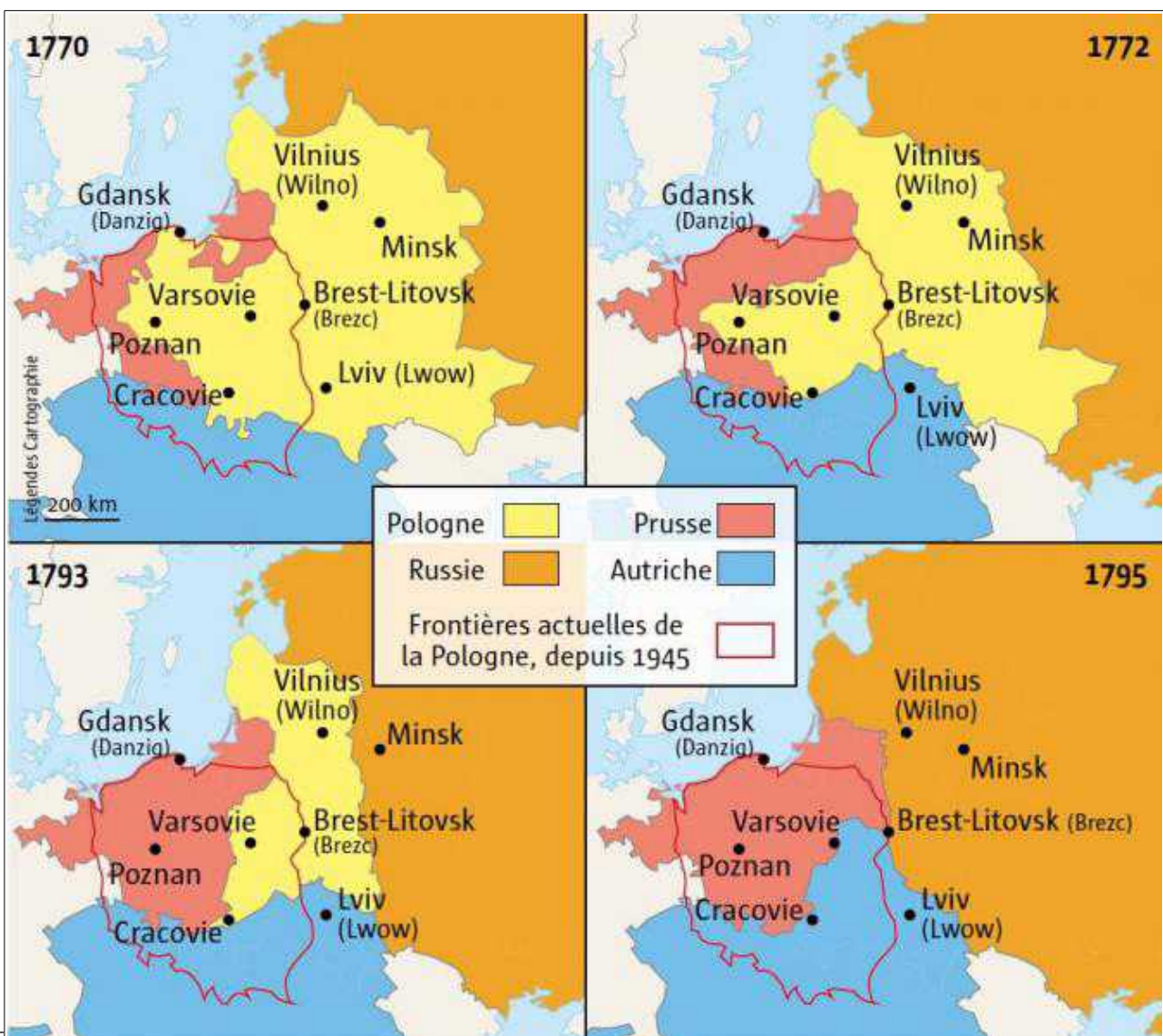
Bohême entreprise par les Habsbourg. Enfin, la Rzeczpospolita compte alors une très importante population juive (5 à 10 % de la population totale), en particulier dans les villes et surtout dans la partie orientale du pays.

XVIIe siècle et XVIIIe siècle

Mais cette tolérance religieuse se réduit progressivement au XVIIe siècle, en particulier après 1655, quand la Suède protestante envahit la Pologne et est arrêtée à Częstochowa, devant le sanctuaire marial de Jasna Góra, dont le prier, Augustyn Kordecki, est à la tête de troupes numériquement très inférieures.

Le règne de Jean III Sobieski (1674-1696) est marqué par la construction, à partir de 1677, du palais de Wilanów à Varsovie, et par la victoire de ses troupes en 1683, appelées en renfort par les puissances européennes et le Pape pour faire face à une offensive turque de grande ampleur sous les murs de Vienne. Cette victoire militaire a une conséquence politique importante, car les Habsbourg, traditionnels rivaux des Polonais, sont sauvés et partagent plus tard le pays avec la Russie et la Prusse. Cette victoire est aussi à l'origine des croissants, les premières viennoiseries[3], dont la forme rappelle le symbole du drapeau ottoman.

Fin du XVIIIe siècle et XIXe siècle



La Rzeczpospolita est peu à peu victime d'un long déclin, du fait de son système politique anarchique, et des nombreuses invasions (suédoises, russes, turques, prussiennes). À la fin du XVIIIe siècle, la Pologne perd son indépendance, les partages de la Pologne se succèdent entre 1772, 1793 et 1795.

La première division de la Pologne, en 1772, conduit à un sursaut civique. Ce sursaut amène en 1791 à la proclamation d'une Constitution, nettement moins « révolutionnaire » que celle de la France, mais néanmoins perçue comme trop dangereuse pour ses voisins, d'où le second partage, qui provoque une révolte menée par un héros de la guerre d'indépendance américaine, Tadeusz Kościuszko. Cette révolte sert de prétexte au troisième partage quand le royaume de Pologne est rayé de la carte.

Tout au long du XIXe siècle, exception faite de la fin de la période napoléonienne avec le duché de Varsovie, la Pologne est écartelée, partagée entre la Russie, la Prusse (puis l'Allemagne), et l'Autriche (puis l'Autriche-Hongrie).

XXe siècle

La Pologne ne recouvre son indépendance qu'en novembre 1918. Dès son indépendance la guerre russo-polonaise de 1919-1920 l'oppose à la Russie bolchévique. Comme la plupart des pays d'Europe du Centre-Est, à l'exception de la Tchécoslovaquie, les idéaux démocratiques des premiers temps durent peu. Le régime devient rapidement autoritaire, notamment sous l'influence du général Józef Piłsudski, qui prend le pouvoir en 1926.

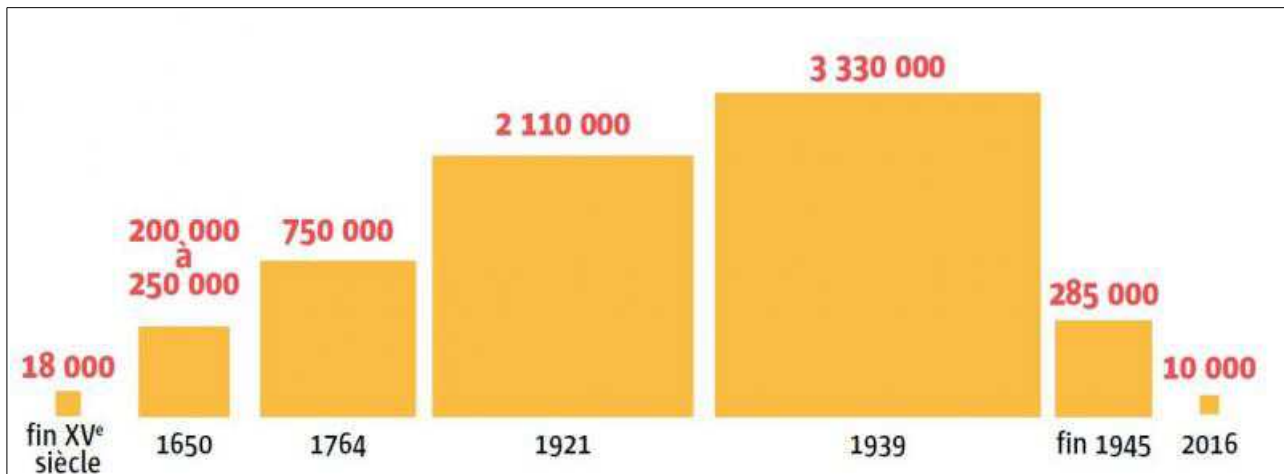
La Seconde Guerre mondiale

Malgré sa politique plutôt conciliante envers l'Allemagne nazie (signature d'un pacte de non-agression en janvier 1934, participation conjointe à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1938 et possibilité d'une alliance avec l'Allemagne contre l'Union soviétique si celle-ci venait à faire passer ses troupes sur son territoire pour aider la Tchécoslovaquie[4]), la Pologne est envahie par les forces allemandes le 1er septembre 1939 (Campagne de Pologne), ce qui conduit à la fin de la seconde république de Pologne et déclenche la Seconde Guerre mondiale[5].

La Wehrmacht atteint Varsovie en 7 jours grâce à sa stratégie du « blitzkrieg » et à sa supériorité technologique (la ville capitule le 28 septembre 1939). Conformément aux accords secrets du pacte germano-soviétique signé quelques jours avant, l'URSS entre à son tour en Pologne, le 17 septembre. La Pologne en tant qu'État disparaît donc pour la quatrième fois de son histoire, partagée cette fois-ci entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique.

L'avancée soviétique est plutôt bien accueillie par les populations locales, qui sont majoritairement biélorusses et ukrainiennes et ont été annexées par la Pologne en 1920 (traité de Riga). De nombreux Polonais - surtout parmi l'élite, très russophobe - sont cependant déportés en URSS, voire assassinés comme à Katyn.

De leur côté, les Nazis entendent ouvertement réduire les Polonais à l'état de "sous-hommes" et de "peuple d'esclaves", et plongent le pays dans une terreur totale et meurtrière, responsable de la disparition en six ans de près de 20 % de la population totale.



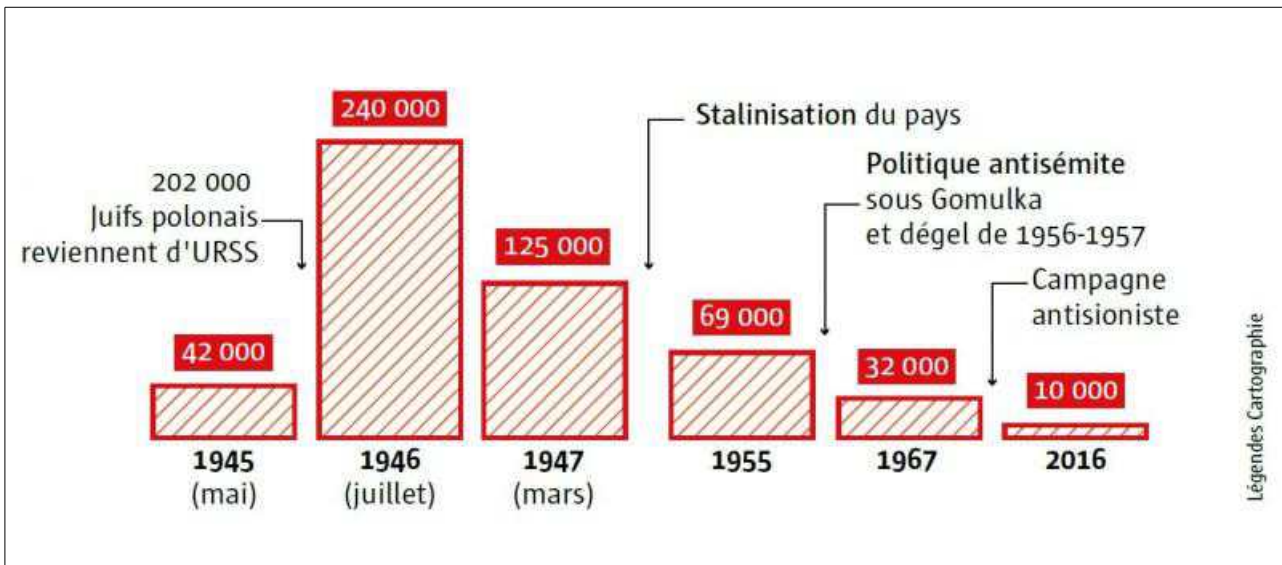
Dès les premiers jours, les élites polonaises sont systématiquement exterminées par les Einsatzgruppen et le SD, entraînant la mort de plus de 50 000 membres du clergé, de l'aristocratie, du corps enseignant et universitaire. Les théâtres, les séminaires, les journaux, l'enseignement secondaire et supérieur sont fermés. Deux millions de civils sont raflés et envoyés au travail forcé dans le Reich, où ils subissent maltraitements et discriminations systématiques. Tortures, pendaisons de masse et massacres de villages entiers deviennent quotidiens.

La Pologne devient aussi le lieu principal de la mise en œuvre du génocide des Juifs d'Europe occupée. Spoliée, terrorisée et réduite à une misère inimaginable dans des ghettos surpeuplés et affamés (dont le ghetto de Varsovie, rasé après son insurrection du 19 avril 1943), la communauté juive de Pologne, jusque-là la première du monde, est anéantie à 97 %, par les fusillades ou dans les chambres à gaz des camps d'extermination de Belzec, Sobibor, Treblinka, Maidanek, et surtout d'Auschwitz-Birkenau, où périrent au total un million de Juifs déportés de toute l'Europe, ainsi que 30 000 Tziganes et des résistants, notamment polonais catholiques.

En tout, la terreur nazie fit périr trois millions de Polonais catholiques et autant de Polonais juifs. Une puissante Résistance, autour de l'AK (Armia Krajowa), parvint à mettre sur pied un véritable contre-État clandestin, disposant de ses ministres, de sa justice, de son administration et de son réseau d'enseignement secret. Du 1^{er} août au 2 octobre 1944, l'insurrection de Varsovie fut châtiée par les nazis de la mort de 200 000 personnes et par la destruction à 90 % de la capitale polonaise, à laquelle l'Armée Rouge arrêtée aux portes de la ville n'apporta aucune aide.

Le gouvernement polonais en exil quitte la Pologne en 1939 et vient se réfugier en France. Les divers ministères polonais s'installent au château de Pignerolle (Sud-Est d'Angers) ainsi qu'à Angers, qui devient de fait la capitale politique temporaire de la Pologne. Le gouvernement officiel polonais en exil officie jusqu'à l'invasion de la France par les troupes allemandes en juin 1940. Comme au XIX^e siècle, où aucune révolution en Europe et en Amérique n'avait lieu sans une participation de Polonais, les armées polonaises luttent sur de nombreux fronts, en France en 1940, dans le ciel de Londres pendant le Blitz, ou de l'Afrique du Nord à l'Italie en passant par la Normandie. Elles constituent par ses effectifs la 5^e armée alliée lors du conflit aux côtés des soldats soviétiques, américains, britanniques et français. Des exilés participèrent aussi à la Résistance intérieure française, notamment dans le réseau F2, intégralement polonais.

Sous le communisme



Emigration des juifs de Pologne après la guerre

À la fin du second conflit mondial, les Soviétiques imposent le Comité polonais de libération nationale comme gouvernement et conservent la partie orientale du pays, peuplée majoritairement de Biélorusses et d'Ukrainiens, annexée en 1939, et la Pologne « glisse » vers l'ouest, en absorbant le sud de la Prusse-Orientale, la Poméranie et la Silésie. Le motif invoqué par Moscou pour expulser les Allemands de ces territoires, qu'ils peuplent depuis déjà plusieurs siècles, est que ces territoires sont historiquement polonais. Elle devient une république populaire membre du Pacte de Varsovie.

En juin 1956, des émeutes ouvrières à Poznań annoncèrent les manifestations massives d'octobre 1956, qui obligèrent les Soviétiques à accepter l'arrivée au pouvoir de Władysław Gomułka, un communiste réputé réformateur (en partie à tort). Celui-ci fut évincé en 1970 au profit de Edward Gierek lors de grèves ouvrières importantes contre la hausse des prix alimentaires. En 1967, après la guerre des six jours, le régime tenta de faire diversion par une campagne antisémite responsable du départ de la plupart des derniers Juifs de Pologne.

Dans les années 1970 et 80, de violentes révoltes éclatent à nouveau dans le pays. Dans ce climat, l'élection sur le trône de Saint-Pierre de l'archevêque de Cracovie, Karol Wojtyła (Jean-Paul II), en octobre 1978, est vécue par les autorités communistes comme une provocation.

En 1980, naît le syndicat indépendant Solidarność (Solidarité), dirigé par Lech Wałęsa, d'abord reconnu à contre-cœur par les autorités, et qui regroupe vite plusieurs millions d'ouvriers soutenus par les intellectuels réformateurs. Le général Wojciech Jaruzelski déclare la loi martiale le 13 décembre 1981.

La démocratie

En 1989, ont lieu les « Tables rondes », réunions entre le gouvernement et Solidarność, qui permettront la naissance en douceur de la troisième république de Pologne. Les élections semi-démocratiques de juin voient le succès de Solidarnosc. En août le premier gouvernement non communiste est dirigé par Tadeusz Mazowiecki. À cette période, la Pologne est le deuxième pays du pacte de Varsovie à se libérer de l'emprise soviétique, et à former un gouvernement non lié totalement au Bloc de l'Est.

En 1990 Lech Wałęsa est élu Président de la République. Il est battu cinq ans plus tard par Aleksander Kwaśniewski (1995-2005).

En 1993 les troupes russes quittaient la Pologne. Les élections de la même année ramènent au pouvoir les anciens communistes. Waldemar Pawlak devient Premier ministre. En 1997 la droite revient au pouvoir et Jerzy Buzek (aujourd'hui président du Parlement européen) devient Premier ministre. Cette année-là voit l'adoption de la Constitution définitive instituant la Troisième République. Cette période permet à la Pologne d'intégrer, et ce depuis 1999, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

XXIe siècle

En 2003, les États-Unis attribuent à la Pologne le commandement d'une zone d'occupation en Irak.

Le 1er mai 2004, elle intègre l'Union européenne.

Le 23 octobre 2005, est élu le nouveau président : Lech Kaczyński.

Relations avec l'Union européenne

16 décembre 1991 : signature de l'Accord d'association ;

23 novembre 1992 : transmission auprès du Secrétariat général de l'Union européenne des instruments de ratification de l'Accord d'association ;

1er février 1994 : entrée en vigueur de l'Accord d'association ;

5 avril 1994 : présentation de la question d'adhésion ;

31 mars 1998 : ouverture de la négociation d'adhésion ;

13 décembre 2002 : fermeture de la négociation d'adhésion pendant le Conseil européen ;

14 avril 2003 : le Conseil européen approuve l'adhésion[6]

16 avril 2003 : signature du traité d'adhésion[7] ;

8 juin 2003 : par référendum, 77,4% des Polonais approuvent l'adhésion ;

5 août 2003 : transmission au ministère des Affaires étrangères de la République italienne des instruments de ratification du Traité d'adhésion ;

1er mai 2004 : la Pologne devient membre de l'Union européenne ;

21 décembre 2007 : la Pologne devient membre de l'espace Schengen.